

### *Chômage régional*

de nature à aider les gouvernements libéraux en Nouvelle-Écosse et dans l'Île-du-Prince-Édouard. Il n'y aura bientôt pas de gouvernement libéral à Ottawa pour le faire.

Mon temps est presque terminé, monsieur l'Orateur. Je voudrais simplement ajouter quelques mots pour dire . . .

**M. l'Orateur adjoint:** A l'ordre. J'ai déjà accordé une couple de minutes au député parce qu'on l'avait interrompu. Tout son temps est maintenant écoulé.

**M. George Baker (secrétaire parlementaire du ministre du Revenu national):** Monsieur l'Orateur, cette résolution parle de chômage et d'inégalités régionales dans l'Est du Canada. En tant que député ministériel représentant Gander-Twillingate, j'aimerais parler brièvement du problème, surtout du chômage, non sur le ton hautement politique de mon préopinant, mais d'un point de vue objectif.

Pour résoudre un problème, il faut savoir ce qu'il est. Il en est ainsi dans le cas du gouvernement et du problème du chômage. Le problème, d'après moi, c'est que dans les régions économiquement défavorisées, le problème lui-même n'a jamais été cerné.

Pour s'attaquer au problème, les gouvernements ont créé toute une pléthore d'organismes. Chaque nouveau budget provincial annonce telle ou telle stratégie pour combattre la hausse du chômage, mais la guerre ne commence vraiment jamais. Tout le monde reconnaît que, pour combattre le chômage élevé, il faut encourager le développement industriel. Pour combattre l'inflation, il faut augmenter la production et diminuer le chômage élevé.

A Terre-Neuve, nous avons des ministères provinciaux qui s'occupent du développement régional et du développement industriel, et des sociétés de développement comme la Société de développement de Terre-Neuve et du Labrador. Au niveau fédéral, nous avons le ministère de l'Expansion économique régionale, la Banque fédérale de développement, les prêts pour les petites entreprises, les opérations de pêche et l'agriculture. Il y a trop d'organismes gouvernementaux pour les nommer, il faut en faire une liste. Tous ces organismes, ministères du gouvernement, et corporations de développement créées par le gouvernement, se réunissent de temps à autre dans une salle de direction pour étudier telle ou telle demande d'aide en vue de créer des emplois, d'augmenter la production. Le gouvernement s'efforce à juste titre d'augmenter la production.

● (2050)

Les gouvernements ont une idée de ce qui ne va pas, ils ont une certaine conception, mais ils ne comprennent pas le problème. Pour comprendre un problème il faut le vivre, ou être capable d'assez de compréhension, d'assez d'empathie pour se mettre à la place de la majorité des chômeurs dans les régions considérées comme étant dans le marasme économique.

[M. Crosbie.]

On ne peut comprendre le problème, monsieur l'Orateur, en survolant la région. On ne peut comprendre le problème en allant faire une ballade en automobile dans une région où le chômage est aigu. Une promenade à pied sur la route ne donne pas de meilleurs résultats. On peut apprendre quelque chose en parlant aux chômeurs ou en lisant leurs lettres et en savoir plus encore en les questionnant. Je veux dire que pour réellement comprendre dans quelle situation fâcheuse ils se trouvent il faut chercher à connaître le plus exactement possible ce qu'ils pensent et ce qu'ils font aujourd'hui, ce mois-ci, cette année.

C'est en les comprenant qu'on découvre si une personne est spécialisée ou non, si elle préfère travailler plutôt que de rester à ne rien faire, si elle se sent mieux quand elle rentre chez elle après une journée de travail. C'est ce qu'il faut comprendre d'abord; comprendre l'état d'esprit de celui qui se demande d'où viendra son prochain dollar; se mettre à la place de la personne qui ne peut nourrir ou habiller ses enfants convenablement, qui ne peut payer le chauffage, qui est harcelée par les créanciers, ou qui est citée en justice parce qu'elle ne peut payer les taxes scolaires. Il est absolument essentiel de comprendre tout cela. C'est seulement à ce moment-là qu'on peut s'engager vraiment, si l'on est en mesure de le faire et si son travail le demande, à essayer d'éliminer les disparités, à créer des emplois permanents, à tirer la région d'une dépression économique et sociale. Ce ne serait pas le cas si le reste de la société avait le même problème. Ce qui est injuste, c'est que ceux qui sont frappés par une dépression économique savent bien que leur situation est affaire de circonstances.

Cela aide un peu à comprendre le problème. Ensuite, il faut voir pourquoi les procédés établis qu'emploient les gouvernements pour trouver une solution ont échoué. Quand on a compris cela, on a compris le problème. Nous avons peut-être des idées différentes sur la façon de résoudre le problème, mais il faut avant tout comprendre le problème.

Aussi, pour comprendre le problème, il faut se rendre compte que les initiatives du gouvernement portaient de bonnes intentions. Un ministre du cabinet provincial ou fédéral peut penser qu'il a accompli beaucoup avec son ministère. Un fonctionnaire de ce ministère peut tenir lui aussi énormément à résoudre le problème. Comme ils doivent se sentir malheureux quand ils se rendent compte que leurs efforts ont été vains! Ou peut-être ne se rendent-ils jamais compte de la vérité. Les procédés établis ont échoué misérablement. Ils ont peut-être échoué parce que la politique a été élaborée par des gens qui ne comprennent pas les chômeurs des régions gravement touchées ou qui ne peuvent pas comprendre pourquoi les méthodes employées ont échoué.

L'échec s'explique par des hypothèses inexactes. On suppose qu'un nouveau prêt accordé à un taux d'intérêt de 11 p. 100 relancera une entreprise en difficulté; on suppose que les économistes ont raison; on suppose que les limites fixées pour l'aide gouvernementale sont suffisantes; on suppose que ces facteurs sont les seules priorités et qu'on est dans la bonne voie; on suppose, et c'est là la source du problème, que ce qui existe déjà constitue tout ce qu'on peut faire et que les responsables ont raison.